

Appel à bonnes pratiques : Appliquer des approches de gouvernement ouvert pour engager les citoyens dans la transition verte

Introduction

L'OCDE s'efforce depuis longtemps d'aider les pays à intensifier leurs actions sur le climat et à construire un environnement résilient et sain pour tous.

Dans le cadre de [son Initiative pour le renforcement de la démocratie](#) (RDI), l'OCDE a élaboré un plan d'action intitulé "Gouverner vert"¹, qui définit des recommandations à l'intention des pays pour qu'ils renforcent leurs efforts en matière de gouvernance verte. « Gouverner vert » fait également partie intégrante du projet horizontal de l'OCDE « Net Zero+ : Résilience climatique et économique dans un monde en mutation ». Le plan d'action appelle notamment à la promotion d'un « dialogue constructif et bidirectionnel qui renforce les possibilités d'échange avec les parties prenantes et favorise la participation effective des citoyens au processus de prise de décision en faveur de l'action climatique et la transition verte, notamment à l'aide de dispositifs novateurs tels que les mécanismes de démocratie délibérative ».

Compte tenu de l'urgence et de la difficulté de prendre des décisions relatives au changement climatique et à la transition verte, les gouvernements doivent faire preuve d'approches innovantes et globales à tous les niveaux de l'administration. Ce faisant, ils doivent largement impliquer les citoyens et les parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre de réformes urgentes et souvent complexes.

Si de nombreuses initiatives ont déjà été mises en place pour impliquer les citoyens dans la prise de décision et l'action sur les politiques publiques ayant un impact environnemental, peu d'entre elles ont réussi à changer la donne en termes de gouvernance et de prise de décision collective. Dans le même temps, le fait de s'appuyer sur les **principes d'un gouvernement ouvert** (transparence, participation et redevabilité) peut améliorer les processus de prise de décision et soutenir la pleine implication, l'appropriation et l'action des citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques liées au climat. En outre, une **communication publique efficace, inclusive et accessible** permet à toutes les parties de la société de lutter contre la désinformation, de favoriser la participation active des citoyens et, en fin de compte, d'instaurer la confiance et de mobiliser efficacement les citoyens.

¹ La "gouvernance verte" peut être définie comme « la *manière* dont les États peuvent arrêter et concevoir des politiques optimales de lutte contre le changement climatique et faire face aux priorités en matière d'environnement, à la *manière* dont ils peuvent assurer leur mise en œuvre efficace et efficiente et leur financement et leur exécution durables, ainsi qu'à la *manière* dont ils peuvent agir pour recueillir le soutien transversal et le consensus de la société » (OCDE (2022), *Instaurer la confiance et renforcer la démocratie: Préparer le terrain pour l'action gouvernementale*)

Dans ce contexte, cette enquête vise à recueillir les bonnes pratiques concernant l'application des principes du gouvernement ouvert pour impliquer activement les citoyens et la société civile dans la transition verte.

Dans le cadre de cette enquête, nous entendons par transition verte "une évolution vers un nouveau modèle économique et social qui apporte une solution globale et pérenne aux grands enjeux environnementaux" auxquels nous sommes confrontés ([Oxfam](#)).

Les défis environnementaux peuvent couvrir un large éventail de domaines et les réponses peuvent être multiples et multidimensionnelles. L'objectif des initiatives sélectionnées doit être de mettre les différents défis de la transition verte à la portée des citoyens et de la société civile, en leur permettant de **s'approprier** davantage ces défis et de s'impliquer activement dans une approche « par la société dans son ensemble » de la transition verte qui soutient la transformation et la résilience de la société.

Nous sommes particulièrement intéressés par les **études de cas à tous les niveaux de gouvernement** (national, régional, municipal, etc.) qui ont amélioré de manière significative **l'engagement et l'implication des citoyens et de la société civile dans l'élaboration des réponses et/ou la prise de décision sur les questions liées au climat et à la transition verte**, mises en œuvre **depuis 2017** (date de l'adoption de la Recommandation de l'OCDE sur le gouvernement ouvert). Ces initiatives peuvent concerner

- 1) **La transparence et l'accès à l'information** (y compris les initiatives de données ouvertes) sur les questions environnementales, afin de soutenir une participation éclairée, de permettre aux citoyens et à la société civile d'acquérir des connaissances et de s'approprier des questions complexes, et de demander des comptes à leur gouvernement.
- 2) **La communication publique** comme moyen de réengager les citoyens et la société civile et de soutenir l'action publique pour atténuer la crise climatique, s'adapter, et renforcer la résilience sociale.
- 3) **Engagement direct et actif² par le biais de mécanismes participatifs** qui sont parvenus à impliquer les citoyens et les parties prenantes dans l'élaboration des politiques publiques ainsi que dans l'action directe et la mise en œuvre, créant ainsi une nouvelle dynamique dans la gouvernance de l'agenda vert.

Des aspects tels que l'impact réel et l'influence de l'initiative sur l'appropriation et l'action des citoyens, l'impact tangible des contributions des citoyens et de la société civile à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques, le degré ou le potentiel d'institutionnalisation ou encore le caractère innovant seront pris en compte lors de la sélection des bonnes pratiques.

Les initiatives sélectionnées alimenteront un **recueil de bonnes pratiques** publié par l'OCDE, qui devrait être utilisé par d'autres acteurs pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives similaires.

² La recommandation de l'OCDE sur le gouvernement ouvert définit « l'engagement » comme l'étape où les parties prenantes se voient offrir la possibilité et les moyens (information, données, outils numériques, etc.) de collaborer à toutes les phases du cycle des politiques publiques ainsi qu'à la conception et à la prestation des services publics

Critères de soumission

Pour être éligible, l'initiative doit répondre aux critères suivants, inspirés des lignes directrices de l'OCDE sur les processus de participation citoyenne :

- **Engagement/participation significatif** : Le cas démontre un certain niveau d'engagement avec les acteurs non gouvernementaux (citoyens et société civile). L'approche ascendante avec des expériences initiées par des parties prenantes non gouvernementales et adoptées ou institutionnalisées par des acteurs gouvernementaux est particulièrement intéressante.
- **Sont en cours de mise en œuvre ou ont été mises en œuvre** : L'initiative se trouve à un stade où elle a atteint ses utilisateurs ou bénéficiaires, ce qui signifie qu'elle est soit toujours actuellement en cours soit qu'elle a déjà été entièrement mise en œuvre. Les idées et les propositions de projet ne répondent pas aux critères.
- **L'impact** : Nous recherchons des études de cas qui ont eu un impact important à deux niveaux :
 - Impact sur l'appropriation et l'implication active des citoyens dans la transition verte.
 - Impact tangible sur la prise de décision et/ou la mise en œuvre d'initiatives et d'actions qui accompagnent la transition écologique.
- **Potentiel de transposition à plus grande échelle et de reproduction** : Nous recherchons des cas qui présentent un réel potentiel d'être répliqués dans différents contextes et lieux, afin d'encourager l'apprentissage par les pairs et de s'appuyer sur les bonnes pratiques existantes.

Les initiatives sélectionnées seront contactées pour d'éventuelles questions de suivi et/ou entretiens, le cas échéant. Les porteurs des études de cas retenues qui figureront dans le **recueil de bonnes pratiques** publié par l'OCDE seront informés.

La date limite de cet appel à bonnes pratiques est le 19 avril 2024. Veuillez soumettre votre cas d'étude à travers [ce questionnaire en ligne](#).

Pour toute question ou demande d'information supplémentaire, vous pouvez contacter Charlotte.DENSE-ADAM@oecd.org et Nawel.DJAFFAR@oecd.org